



# RÉVOLUTIONNAIRES

Ateliers  
SNCF Quatre Mares

Rouen, le 15 décembre 2023

## NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

## Non à la loi Darmanin ! Face au racisme d'en haut, notre solidarité de travailleurs et travailleuses

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

### La scélérateuse au sommet !

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! L'Assemblée nationale adoptera-t-elle les propositions les plus abjectes ? Elle a en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées. La plus grande scélérateuse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

### Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et manifestons partout en France contre cette loi.

**A ROUEN : manifestation 14h30 Saint-Sever**

## Grève historique au CASI SNCF de Normandie

70% de grévistes durant 3 jours au CASI de Normandie, des actions communes menées par les salariés des sites de Rouen-Sotteville et de Caen, c'est du jamais vu ! Il faut dire que pour les salariés du Comité des Activités Sociales culturelles et sportives interentreprises de la SNCF, le ras-le-bol des salaires de misère et des conditions de travail dégradées est à son comble. La colère s'est renforcée avec l'annonce que la direction de la SNCF n'allait accorder « royalement » que 1,8% d'augmentation de salaire pour l'année 2024. Et quand en plus, les grévistes ont appris que les élus syndicalistes gérant le CASI refusaient de les recevoir, ça a piqué ! « On est pourtant toutes et tous syndiqués au CASI... alors, quoi, il ne faut pas faire l'autruche et écouter les revendications des camarades grévistes ! » Au bout de trois jours de grève et de franche sympathie démontrée par les cheminots pourtant privés de cantine, les salariés du CASI ont pu arracher quelques améliorations sur leur déroulé de carrière et sur l'achat de matériel nécessaire à l'amélioration de leurs conditions de travail. Personne n'est dupe, ce ne sont que des petites victoires, mais c'est par la lutte qu'elles ont été arrachées. Et ça donne envie de poursuivre. D'ailleurs la « grève des confiseurs » a été déclarée par les salariés : il n'y aura pas de repas de Noël dans les trois restos SNCF de Normandie. Attention, en janvier, selon le résultat des NAO, la grève pourrait bien repartir « CASI-ment » de plus belle !

## JO 2024, un plan de circulation « hardcore »

Après avoir assuré à tout le monde que tout se passerait pour le mieux pendant les JO, le ministre des transports, Clément Beaune, a annoncé qu'il fallait désormais s'attendre à un plan de circulation « hardcore ».

Vu les conditions quotidiennes de travail et de voyage dans les transports, on veut bien le croire ! IDFM a annoncé 20% d'offre de transport en plus pendant les Jeux. Sans les moyens adéquats – et surtout des embauches ! –, tandis que les JO permettent aux magnats de la construction et du tourisme de s'en mettre plein les poches, l'augmentation de la charge de travail reposera encore une fois sur le dos des travailleurs. Pour eux le pognon à foison, pour nous les heures sups, les difficultés pour poser les congés, l'accélération des cadences, la diminution des temps de pauses, l'épuisement ... Les cheminots n'ont pas fini d'en suer avec les JO...

## Plus vite usé, plus vite dégagé

Avec les suppressions de postes dans tous les domaines d'activité, la boîte crée elle-même des inaptitudes, en rendant le boulot plus difficile. C'est le cas du travail dans les emprises ferroviaires qui, de plus en plus, se fait seul. Il suffit d'avoir un problème de santé

empêchant d'être seul pour être rendu « inapte » par la réduction des effectifs qui supprime le binôme pourtant nécessaire pour travailler. Alors souvent la boîte pousse vers la « réforme », c'est-à-dire la cessation d'activité avec versement d'une pension anticipée... réduite de plusieurs centaines d'euros. Pour cela elle prononce une « inaptitude à tout emploi ». Mais à quel emploi rester « apte », quand la direction en supprime des milliers d'un côté et pourrait ceux qu'il reste de l'autre ?

## « Pas de papiers, pas de JO »

Le chantier Arena à la porte de la Chapelle, l'un des futurs sites des Jeux olympiques 2024, a été brièvement occupé par une cinquantaine de manifestants pour protester contre la situation de travailleurs sans-papiers. Depuis qu'ils ont déposé une demande de permis de séjour, Bouygues leur refuse de revenir travailler sur son pseudo « chantier exemplaire ». Hypocrisie dégueulasse : c'est tout son modèle économique qui repose sur l'exploitation de cette main-d'œuvre bon marché. Rien ne va dans ces Jeux contre le peuple et tout le monde le voit !

## Souscription du NPA

Pour financer son combat révolutionnaire, le NPA ne peut compter que sur le soutien de celles et ceux qui le partagent, qui témoignent de leur sympathie envers nos idées ou jugent notre présence

utile et nécessaire ! Nous ne touchons aucune subvention de l'Etat et nous n'avons que des ennemis dans le grand patronat ! Nous nous tournons vers vous, pour financer nos activités : meetings, tracts, bulletins, affiches - le NPA est un parti militant, toujours en campagne, et pas seulement à l'occasion des élections !

Rapprochez-vous de nos militants ! Ou envoyez vos dons à NPA  
Souscription à Révolutionnaires – journal du NPA  
BP 60008  
94201 IVRY CEDEX

Tous les détails ici :

<https://nouveaupartianticapitaliste.fr/souscription/>

[nparouen.communique@gmail.com](mailto:nparouen.communique@gmail.com)  
[www.facebook.com/NPAaggloRouen](https://www.facebook.com/NPAaggloRouen)  
[www.instagram.com/npa\\_rouen\\_agglo](https://www.instagram.com/npa_rouen_agglo)

